

LA CHINE EN AFRIQUE : LIENS ET RISQUES MACROÉCONOMIQUES

Helmut Reisen
Chef de la recherche
Centre de développement de l'OCDE

1. La Chine a besoin de **ressources** en énergie et en métaux pour la première phase de sa croissance, qui est basée sur l'investissement, la construction et la production. Pour la deuxième phase, plus orientée vers la consommation, elle aura besoin de plus en plus de ressources agricoles, y compris des aliments contenant des protéines. L'**Afrique** peut fournir tout cela.

2. L'Afrique est liée à cette **croissance** chinoise à plusieurs niveaux :

- **Mondialement**, par l'**activité globale** et par les **taux** d'intérêts : les termes de l'échange des exportateurs de ressources augmentent quand la croissance mondiale monte au-delà de 4 % par an. La Chine a contribué pour plus de 30 % à la croissance mondiale depuis 2000. Les termes de l'échange africains ont augmenté de 80 %.
- **Régionalement**, par les **exportations**, surtout de matières premières (de 5 milliards \$ en 2001 à 40 milliards \$ fin 2007) ; mais aussi par les importations, les dons et l'aide publique, les prêts et les investissements.

Ces deux liens expliquent :

- La **dynamisation des exportations africaines depuis plusieurs années** ;
- L'investissement chinois en **infrastructures** (28 % extraction, 19 % télécom, 13 % transport) ;
- Les taux de croissance > 6 % en termes réels ;
- Le regain de **l'intérêt diplomatique** et le nouvel enthousiasme des gestionnaires de portefeuilles (voir *La Tribune* du 04 mars 2008), que l'on peut interpréter comme un **pari indirect** sur la croissance chinoise.

3. L'**aide chinoise**

- Moins de conditionnalité, moins de rhétorique, plus rapide, constructive et moins onéreuse que l'aide publique de l'Ouest.

- **Difficile à chiffrer** car
 - en nature
 - sous forme d'assistance technique et en personnel
 - en « **Angola mode** » : le gouvernement chinois mandate des sociétés de construction, qui touchent des subventions chinoises, le gouvernement d'Angola cède les droits d'exploitation par licence ou entrée de capital dans des entreprises pétrolières.
- **ExImBank**, taux subventionné par le ministère chinois du Commerce ; activités fin 2005 = 6,5 milliards \$, selon source chinoise, 12,5 milliards \$ selon Banque mondiale ;
- **Sinosure** assure crédit à l'exportation à hauteur de 29,6 milliards \$ (ca. 30 % africain moyen et long terme)
- **Promesses 2007 – 09** : prêts préférentiels 5 milliards \$; investissements directs : 5 milliards \$ par **China Development Bank** pour épauler l'investissement direct étranger.

4. La soutenabilité de la dette africaine

- La Chine est donc largement devenue le plus grand créancier du groupe des « nouveaux » donateurs actifs en Afrique et les donateurs « traditionnels » **l'accusent** de tirer parti, sans y concourir, des efforts pour le développement déployés par la communauté internationale ainsi que de compromettre la viabilité de la dette dans les pays à faible revenu.
- Les principaux **bénéficiaires des nouveaux prêts**, principalement par le biais des crédits à l'exportation officiels (provenant à la fois de la Chine et des agences de l'OCDE), sont les pays riches en ressources (Angola, Nigeria, Soudan) qui n'ont (presque) pas profité des remises de dette de l'Occident. Quelques exceptions : Ethiopie, Mozambique, Zambie.
- **La décomposition des ratios d'endettement** montre : la Chine aide surtout la viabilité de la dette par la stimulation des exportations, de l'investissement et de la croissance ; faut savoir que ces ratios en Afrique, au contraire des pays OCDE, ont été déterminés par ces facteurs, et non par les déficits, dans le passé. *H. Reisen and S. Ndoye (2008), "Prudent versus Imprudent Lending to Africa: from Debt Relief to Emerging Lenders", OECD Development Centre Working Paper No. 268, February.*
- Dans le but d'encourager la Chine ainsi que d'autres prêteurs et donateurs émergents à coopérer (G8) avec la « communauté internationale », un élargissement du concept de soutenabilité de la dette tel qu'il est défini par le **Cadre de soutenabilité de la dette (CSD)** serait souhaitable. Avant tout, il faut garder à l'œil l'ampleur de l'impact économique de la Chine pour déterminer s'il est simplement temporaire ou bien d'une plus longue durée (communément appelée : « super cycle de matières premières »). Tous ces

éléments qui sont absents du CSD, sont pourtant des déterminants principaux des dynamiques de la dette africaine passée et à venir.

5. Risques macroéconomiques

- Si l'exploitation des ressources naturelles est de nature à augmenter le revenu national, cette **croissance est 'phony'** (« bidon ») car elle peut être liée à une réduction de la richesse nationale ; elle est souvent peu créatrice d'emplois pour les non qualifiés compte tenu de son caractère très capitalistique.
- L'Afrique doit donc éviter les phénomènes de **syndrome hollandais** en tirant notamment le meilleur parti possible des revenus exceptionnels liés aux exportations de matières premières et en promouvant le développement de secteurs complémentaire à la croissance asiatique.
- Pour éviter un **gaspillage de la manne actuelle**, l'investissement à l'étranger d'une partie de la manne associée aux matières premières est à envisager (fonds souverains) ; elle peut également constituer un moyen de protéger l'économie locale contre les effets de syndrome hollandais.